

LA TRADITION DE LA GUERRE D'ESPAGNE DANS LA PRESSE CLANDESTINE (1940-1944)

par

Chantal KESTELOOT

Licenciée en histoire, Université Libre de Bruxelles.

1. INTRODUCTION

Du soutien actif à la République espagnole à la résistance, la voie nous semblait facile, logique même. Et pourtant, l'on est en droit de se demander quelles traces la guerre d'Espagne a laissé dans la mémoire collective à l'aube de la seconde guerre mondiale. L'engagement en faveur de l'Espagne républicaine était-il, comme nous le pensions au début de cette recherche, synonyme d'un même engagement dans la résistance ou, en d'autres termes, le souvenir de l'Espagne constituait-il un appel mobilisateur dans la lutte contre l'occupant.

C'est en effet l'antifascisme qui constitua une des principales sources de ralliement dans l'aide aux républicains. Quelle était la place de ce sentiment — que nous rattacherons aux motivations humanitaires — au début de l'occupation? C'est par le biais de la presse clandestine que nous avons tenté de retrouver sa place ou, le cas échéant, celle de toute autre forme d'appel faisant référence à un événement analogue.

Trois critères justifient, à nos yeux, l'utilisation de cette source privilégiée :

- 1) La multiplicité des journaux ou "feuilletés" clandestins (1);
- 2) la très large diffusion de certains clandestins consultés : le tirage de quelques journaux tels que *le Drapeau Rouge*, *Le Peuple* ou encore *Le Monde du Travail* oscilla en effet entre 10 et 15.000 exemplaires (avec des numéros spéciaux dont les tirages étaient beaucoup plus importants). D'autres avaient une diffusion plus

(1) Pour 1940, José Gotovitch ne dénombra pas moins de 95 titres différents, ce qui représente 433 numéros. Pour toute la durée de la guerre, compte tenu des disparitions de certains titres et de l'apparition d'autres, l'ensemble de la presse clandestine peut être évaluée à 4.000 numéros. Cf. J. GOTOVITCH, "Photographie de la presse clandestine en 1940" *Cahiers d'histoire de la seconde guerre mondiale*, 2, 1972, pp. 113-153.

réduite mais leur étude ne s'en imposait pas moins : *De Rode Vaan* (environ 10.000 exemplaires), *L'Espoir* (environ 10.000 exemplaires), *Morgenrood* (de 3 à 5.000 exemplaires), *De Werker* et *Clarté*, enfin dont le tirage se situait aux environs de 3 à 4.000 exemplaires (2).

- 3) les buts ou les préoccupations des rédacteurs. On peut en distinguer cinq types :
 - a. La lutte contre la propagande allemande;
 - b. la lutte contre les collaborateurs;
 - c. l'incitation à la lutte active contre l'occupant en vertu de motivations politiques, sociales et humanitaires;
 - d. le soutien moral à la population belge;
 - e. la mise en évidence de préoccupations précises comme le sort des prisonniers, le ravitaillement ...

Notons enfin que le rôle de la presse clandestine comme source d'information est moins net qu'au cours de la première guerre du fait de l'existence de "Radio Londres".

Ceci étant établi, se posait également le problème du choix des journaux à consulter. Là aussi, trois critères ont guidé notre choix :

- 1) la date de fondation : seuls les journaux fondés durant les premiers mois de l'occupation nous paraissaient susceptibles de faire référence à la guerre d'Espagne. Au-delà de 1941, l'Espagne n'apparaît plus que comme un lointain souvenir et l'esprit de "résistance" est largement déterminé par l'évolution du conflit et non plus — ouvertement — par le souvenir de luttes antérieures à la guerre;
- 2) la durée : seuls les journaux paraissant durant une longue période (3 ou 4 ans) nous permettent d'avoir une perspective plus large et de cerner les événements historiques commémorés à plusieurs reprises;
- 3) la couleur politique supposée ou affichée du journal : la guerre d'Espagne est bien évidemment ressentie de manière beaucoup plus sensible par les partis de gauche bien qu'ils aient chacun des réactions spécifiques. Nous avons donc systématiquement consulté la presse clandestine socialiste (3). Celle-ci se développa

(2) Cf. L. LEJEUNE, *Historiques des journaux clandestins établis pour le Ministère de la Reconstruction*, texte dactylographié, 1949-1950 et J. DUJARDIN, "Inventaire des publications périodiques clandestines liégeoises" *Cahiers d'histoire de la seconde guerre mondiale*, 1, 1967, pp. 34-94.

(3) La majorité des journaux socialistes s'affichent comme tels; ainsi en est-il du *Monde du Travail* (juillet 1940 à la Libération), du *Peuple* (octobre 1941 à la Libération), de *Morgenrood* (février 1941 à janvier 1944), de *De Werker* (juin 1941 à janvier 1944), de *Bevrijding* (mars 1941 à janvier 1944);

d'abord dans la partie francophone du pays où furent fondés dès le mois de juillet 1940, *Le Clandestin* et *Résurrection*. Quant aux socialistes flamands, ils furent plus longs à réagir. Ce n'est que durant le premier semestre 1941 que furent créés successivement *Morgenrood*, *Bevrijding* et *De Werker*. Quant à la presse clandestine communiste, étant donné le nombre élevé de publications émanant de la direction nationale ou des fédérations, nous avons limité notre choix à quelques titres bénéficiant d'une large diffusion (4). Nous avons également consulté quelques organes du Front de l'Indépendance comme *La Meuse* qui se présente d'abord comme l'organe du Front Wallon (5). A partir de novembre 1942 et après de longues et difficiles négociations, *La Meuse* devint un organe du Front de l'Indépendance. Ont également retenu notre attention *Front*, "organe du Front de l'Indépendance" qui, malgré sa parution tardive (octobre 1943), présentait un certain intérêt à nos yeux de par sa très large diffusion (tirage moyen : environ 40.000 exemplaires) et enfin le *Bulletin intérieur du F.I.* dont la rédaction était assurée par Fernand Demany.

LES ANTECEDENTS

Lorsqu'éclate la guerre civile espagnole, un certain nombre de divergences séparent socialistes et communistes. S'il est vrai que dans une certaine mesure, l'enjeu de ce conflit va les rapprocher autour de quelques thèmes, il n'en demeure pas moins que ces rapprochements sont de courte durée, ils n'empêcheront en rien les différends

seul *L'Espoir* ne se définit pas comme un journal socialiste (juillet 1940 à janvier 1944).

(4) Nous avons limité notre choix aux journaux clandestins suivants : *Vérité/Clarté* (août ou octobre 1940 à la Libération) qui est l'organe de la Fédération bruxelloise du P.C.B., *Le Drapeau Rouge* (février 1941 à août 1944) qui est l'organe du Comité Central du P.C.B., *De Rode Vaan* (février 1941 à août 1944) qui ne présentera un contenu identique au *Drapeau Rouge* qu'après les arrestations qui touchèrent le mouvement communiste en juillet 1943, *Liberté* (octobre 1940 à la Libération) qui est l'organe de la fédération liégeoise et *les Temps Nouveaux* (fin 1940 ou début 1941 à juillet 1943) qui est l'organe des Intellectuels Antifascistes bruxellois.

(5) Au sein du Front Wallon, on trouve les Intellectuels Antifascistes, les fédérations de Liège, Huy et Verviers du Parti Communiste, la section liégeoise de "Wallon Libre" (qui comprenait elle-même le groupe "Sambre et Meuse" et le groupe "W"), les cercles anglophiles et le mouvement "Solidarité" qui s'occupe de l'aide aux victimes de l'occupant. Cf. J. DUJARDIN, *op.cit.*, p. 66.

d'éclater et les attaques mutuelles de se développer.

Ce sont la solidarité et l'antifascisme qui mobiliseront le plus sûrement les forces de gauche. Ainsi que l'a affirmé Isabelle Blume : "la guerre d'Espagne ressuscite le sens révolutionnaire, le besoin d'un changement profond dans notre société, et à la fois un sentiment de lutte contre le fascisme, dans notre pays, contre Rex" (6).

Toutefois, la direction du P.O.B. se montra plus que réservée à l'égard de l'unité prônée par les communistes. Notons que dès avant que n'éclate le conflit espagnol, le Conseil général du P.O.B. du 7 janvier 1936, s'était d'ores et déjà prononcé contre la tactique de Front Populaire (7), même si certaines fédérations — et en particulier celles de Liège, de Gand et de Bruxelles (8) — étaient d'un avis contraire. Les J.G.S., quant à eux, iront jusqu'à se prononcer en faveur de l'unité avec les communistes, ce qui entraînera la création des Jeunes Gardes Socialistes Unifiées. Mais cette fusion sera de courte durée de par l'action énergique menée par la direction du P.O.B. contre cette nouvelle organisation.

Si la solidarité demeure le point d'orgue de l'aide destinée à l'Espagne, il nous faut également envisager la question de l'aide illégale. Et là, il faut bien reconnaître que celle-ci fut surtout le fait des communistes même s'il ne faut pas négliger le rôle de nombreux militants Jeunes Gardes, de certaines centrales syndicales et enfin l'engagement individuel de socialistes dans les Brigades Internationales.

Deux remarques doivent cependant être formulées :

- 1) Le P.O.B. est un parti de pouvoir qui participa à la quasi totalité des gouvernements en place lors de la guerre civile espagnole;
- 2) Le P.C.B. est un parti d'opposition presque marginal, et ce jusqu'en 1936 (9), dont les prises de position recèlent toujours une

(6) Isabelle Blume, *entretiens recueillis et présentés par José Gotovitch*, Bruxelles, 1976, p. 79.

(7) Cf DENEYS, B., *Les socialistes belges face à la guerre civile espagnole, (1936-1939)*, Mémoire de licence section d'histoire, U.L.B., 1985-1986, pp. 168-170.

(8) Voir à ce propos le *Rapport sur l'orientation politique de la Fédération bruxelloise du P.O.B. du 20 décembre 1936* de F. Brunfaut, Papiers Brunfaut Centre d'Etudes et de Recherches Historiques de la Seconde Guerre mondiale, n° 1.

(9) Avant 1932, le P.C.B. n'avait eu qu'une faible représentation parlementaire : deux députés élus en 1925. A partir de 1932, le P.C.B. s'installe plus solidement au Parlement avec trois députés. Quatre ans plus tard, il en obtiendra neuf, mandats qui seront confirmés en 1939. Cf. R. DE SMET, R. EVALENKO et W. FRAEYS, *Atlas des élections belges, 1919-1954. Annexes*, Bruxelles, 1958, p. 10.

certaine ambiguïté dans la mesure où elles se réfèrent aux directives de la III^{ème} Internationale (10). Du côté socialiste, il n'y a pas de véritable modèle à suivre. Léon Blum, bien qu'étant le père spirituel de la non-intervention, est engagé dans une expérience dont la base — le Front Populaire — est récusée par la direction du P.O.B.

La division des deux partis atteindra son point culminant lorsque, le 15 janvier 1939, le P.O.B. — déchiré — vote la confiance au Premier Ministre et approuve la participation des socialistes au gouvernement. Ce que l'on a appelé la "reconnaissance de Burgos" fut dénoncée, de manière virulente, par les communistes qui estimaient qu'il s'agissait d'une trahison. En conséquence, le P.C.B. appela les militants socialistes à rejoindre ses rangs. Cet appel n'eut qu'un impact limité à Liège et à Bruxelles. Du côté socialiste, la presse "officielle" approuve la décision du Congrès, seule les J.G.S. et les Etudiants Socialistes s'en indignent.

C'est donc sous le signe d'une animosité non contenue et qui s'accroît encore après la conclusion du pacte germano-soviétique en août 1939 que se placent les relations entre socialistes et communistes sous l'occupation.

Ce petit ex-cursus à propos des années trente en général et de l'attitude respective des socialistes et des communistes s'impose car ce sont précisément ces attitudes qui permettent de comprendre le poids de la tradition de la guerre d'Espagne dans la presse clandestine.

LA GUERRE CIVILE ESPAGNOLE COMME ELEMENT MOBILISATEUR

Dès juillet 1940, paraissent deux journaux clandestins socialistes : *Le Clandestin* (11), issu des milieux bruxellois et *Résurrection* (12) animé par des militants Jeunes Gardes liégeois.

Si, du côté liégeois, c'est le courant radical qui, le premier, va se mobiliser, du côté bruxellois, en revanche, les choses sont complètement différentes. Les J.G.S. n'existent pratiquement plus; ils ont rejoint la Jeunesse Communiste ou se sont intégrés dans le mouve-

(10) Voir à ce propos R. VAN DOORSLAER, "Tussen twee wereldoorlogen", *Een geschiedenis van het Belgisch kommunisme 1921-1945*, Akten van de studiedag 28 avril 1979, pp. 46-49.

(11) *Le Clandestin* paraîtra à six reprises de juillet à décembre 1940. A partir de janvier 1941, il s'intitulera *L'Espoir*.

(12) Après six numéros, *Résurrection* s'intitulera *Le Monde du Travail*.

ment de l'Union des Jeunes Ouvrières ou son pendant néerlandophone, l'Arbeidersjeugdcentrale. Cette organisation était influencée par Jean Nihon (13), professeur à l'École Ouvrière Supérieure. Si nous faisons allusion à cette dernière, c'est parce qu'elle joua un rôle central sous l'occupation et ce, à deux titres : d'une part en tant que "pourvoyeuse" de militants clandestins (la plupart des socialistes actifs dans le mouvement clandestin à Bruxelles en étaient issus ou y enseignaient) et d'autre part en tant que lieu de rencontre.

Du côté communiste, paraissent clandestinement (14), dès 1940, *l'Action Syndicale*, *Clarté*, *l'Eclaireur*, *l'Espoir*, *Liberté*, *De Strijd*, *la Vérité* et *la Voix boraine* (15).

L'étude de ces premiers numéros se révèle des plus significatives. Seule de rares allusions à l'Espagne ont pu être relevées et encore ne s'agit-il pas à proprement parler d'appels à la lutte mais plutôt de critiques à l'égard du passé.

Ainsi *Clarté* s'insurge à double titre contre une information parue dans *Paris-Soir* : "Blum, Daladier, Cot ont trahi. Ils avaient livré nos avions les plus modernes, notre matériel le plus perfectionné aux républicains espagnols" (16). Pour le journal communiste, cette nouvelle s'inscrit dans une perspective "d'empoisonnement de l'opinion publique" et qui plus est se révèle fautive, ajoute le journal puisqu'à notre avis, si ces messieurs ont trahi, c'est bien la république espagnole qu'ils ont étranglée avec la non-intervention" (17).

Aux yeux des communistes belges, les socialistes français ne sont pas les seuls à avoir trahi. Le P.C.B. formulera des attaques analogues à l'encontre de l'ancien P.O.B. Nous y reviendrons.

Examinons à présent les idées défendues par René Delbrouck dans *Résurrection*. C'est au nom de l'idéal révolutionnaire, trahi lors de la question de Burgos, qu'il condamne le "vieux P.O.B." des années trente : "Si demain, la politique de P.O.B. devait continuer, si

(13) Jean Nihon présida l'Union des Jeunes Ouvrières de 1928 à 1936. Cf. C. DOOMS, *De Belgische Arbeidersjeugdbeweging in het Interbellum 1923-1940*, Mémoire de licence section d'histoire, R.U.G., 1983-1984, p. 273.

(14) *La Voix du Peuple* et *Het Vlaamsche Volk* paraîtront en mai et juin 1940 avec l'autorisation de la censure allemande et ce jusqu'au 23 juin très précisément. A Anvers, *Ulenpiegel* paraît dans les mêmes conditions durant peu de temps.

Cf. J. GOTOVITCH et J. GERARD-LIBOIS, *L'An 40, la Belgique occupée*, Bruxelles, 1971, pp. 411-412.

(15) Pour la liste complète des titres paraissant en 1940, voir J. GOTOVITCH, "Photographie"..., *op.cit.*, pp. 151-153.

(16) "Pourquoi la France a-t-elle perdu la guerre", *Clarté*, 1er novembre 1940, p. 3.

(17) *Ibidem*.

le plat réformisme devait renaître, si les trahisons à la Burgos devaient se reproduire, il ne faudrait plus compter sur nous" (18). Ce texte se termine par un appel — le seul que nous ayons relevé — à la lutte au nom des grands leaders du mouvement ouvrier et ... au nom de l'Espagne : "Camarades socialistes, courage. Ne désespérez pas. Ne perdez pas confiance en votre force et en votre victoire. Songez à nos chers martyrs, à Jaurès, à Mateotti, à Gerhl, à nos milliers de camarades morts pour la liberté et le socialisme sur les champs de bataille d'Espagne et d'ailleurs" (19).

Il est vrai que l'auteur de ces lignes — René Delbrouck — s'opposa toujours à l'envoi d'un représentant à Burgos et alla même jusqu'à réclamer la démission de Spaak après que ce dernier eut — aux yeux du député liégeois — commis l'irréparable (20).

L'analyse faite par René Delbrouck n'est pas véritablement neuve. Déjà en 1939, Max Buset, très amer, faisait le même type de conclusion (21). Notons cependant que ni les socialistes bruxellois, ni leurs homologues flamands n'émettent le même type de jugement. *L'Espoir*, dont le titre est précisément emprunté au célèbre roman d'André Malraux (22), évite même de se présenter sous l'étiquette socialiste. Il est vrai que les personnalités les plus actives à Bruxelles dans l'aide à l'Espagne ont quitté ou le parti (comme Albert Marteaux) ou le pays (comme Isabelle Blume, Louis de Brouckère...)

L'attitude de Spaak — toujours dans la question de Burgos — sera d'ailleurs, une nouvelle fois, exploitée par les communistes. En juillet 1940, paraît le Manifeste de De Man qui dissout la branche politique du P.O.B. tout en appelant au maintien de ses organisations économiques et sociales dans une perspective collaborationniste. Si, du côté socialiste, le Manifeste est une occasion de se regrouper et donc de dénoncer l'ex-président du P.O.B., pour le P.C.B., c'est l'occasion d'un nouvel appel aux militants socialistes à rejoindre ses rangs. C'est ainsi qu'une transition est établie par les communistes entre d'une part la trahison de Spaak — l'envoi d'un représentant à Burgos — et d'autre part celle de De Man — le Manifeste —; la première n'ayant fait que préparer la seconde aux yeux des communistes. Après ces deux trahisons, une conclusion

(18) *Résurrection*, s.n. (n° 1), s.d. (juillet 1940).

(19) *Ibidem*.

(20) Cf. J. GOTOVITCH, "La Belgique et la guerre civile espagnole: un état des questions", *Revue Belge d'Histoire contemporaine*, XIV, 1983, 3-4, pp. 497-532.

(21) Voir à ce propos Buset, M., "Les élections législatives", *La Revue socialiste*, Avril 1939.

(22) *Interview de François De Troyer par l'auteur*, février 1985.

s'impose : le P.O.B. n'était plus et les militants socialistes — une nouvelle fois sollicités — n'avaient plus qu'à rejoindre le P.C.B. (23).

Bientôt leurs stratégies elles-mêmes rappelleront les actions qu'ils prônèrent en faveur de l'Espagne républicaine.

Réunis clandestinement en septembre 1941, les socialistes décident le rejet explicite de la lutte armée. Ce choix fondamental — largement déterminé par l'anticommunisme latent des socialistes (24) — les cantonnera dans deux formes d'action : la diffusion de la presse clandestine dans un premier temps et l'appel à la solidarité via cette même presse et la cogestion du fonds Socrate destiné à l'aide aux réfractaires ensuite.

Les choix communistes se précisent aux mêmes moments : du sabotage de la production sous forme de grève ou de travail effectué au ralenti, le parti en vient au sabotage de l'appareil de production et à la destruction du potentiel militaire de l'ennemi (25). En 1941 toujours, le Front de l'Indépendance est mis sur pied et Joseph Leemans reçoit pour mission d'organiser les Partisans.

Pour ce faire, il se sert de l'engagement en Espagne comme critère fondamental — du moins pour les cadres du mouvement : "C'est moi qui fut l'organisateur et le premier commandant des Partisans (...) Tout d'abord des cadres étaient retenus, ce sont tous ceux qui avaient connu ou joué un rôle actif au sein des Brigades Internationales en Espagne. Cela veut dire dès le début que nous avions que cet aspect de la lutte contre l'occupant était une réalité" (26).

Mais les communistes belges ne furent pas les seuls à adopter de tels critères. Dans le cadre de l'opération Sonnewende — opérée lors de l'attaque de l'Union Soviétique — des communistes furent massivement arrêtés ainsi que des socialistes mais dans une moindre mesure. C'est là qu'intervient le critère de l'engagement pour l'Espagne. Les socialistes arrêtés appartenaient tous à la tendance dite "de gauche" du P.O.B. et deux d'entre eux s'étaient montrés

(23) "Travailleurs socialistes : par la trahison de ses chefs, le P.O.B. s'est lamentablement écroulé ! Mais la lutte pour le socialisme continue, menée par le Parti Communiste ! Continuez, avec nous, la bataille ! Adhérez au parti communiste" in *Le Drapeau Rouge*, avril 1941, p. 1.

(24) Cf KESTELOOT, C., *Le mouvement socialiste clandestin à Bruxelles (1940-1945)*, Mémoire de licence section d'histoire, U.L.B., 1984-1985, pp. 82-89.

(25) Cf J. GOTOVITCH, "Oorlog en bevrijding, de eerste gegevens voor een wetenschappelijke benadering", *Een geschiedenis van het Belgisch kommunisme*, op.cit., p. 69.

(26) Lettre de Joseph Leemans à Rudi Van Doorslaer, 11 février 1974, reproduite partiellement dans VAN DOORSLAER, R., *De K.P.B. en het Sovjet-Duits niet-aanvalspakt tussen augustus 1939 en juni 1941*, Brussel, 1975, p. 180.

particulièrement actifs dans l'aide à l'Espagne (27). Quant aux critères retenus pour les communistes, on retrouve également celui de l'appartenance aux Brigades Internationales (28).

C'est précisément dans le cadre de cette opération que René Delbrouck — dont nous avons, à plusieurs reprises, évoqué la nature de l'engagement — fut arrêté. En fait, même avant le 22 juin 1941, des anciens membres des Brigades Internationales avaient été arrêtés. C'est le cas de Maître Jean Bastien dont le sort est évoqué plus particulièrement par le journal clandestin *Les Temps Nouveaux* : "Mais si elle ne peut être justifiée, l'arrestation de Bastien peut être expliquée avec quelque vraisemblance. Bastien, lors de l'intervention étrangère en Espagne, s'est engagé dans les Brigades Internationales où il a combattu aux côtés du peuple espagnol et sous la direction suprême du gouvernement régulier espagnol, du gouvernement avec lequel la Belgique entretenait des relations officielles" (29). Le journal craint par ailleurs que cette arrestation ne soit qu'un prélude au transfert de Bastien en Espagne franquiste. Celui-ci devient dès lors — tout comme les autres combattants des Brigades Internationales — "le symbole de l'aide à un peuple victime d'une agression et luttant pour son indépendance" (30). Ce dernier aspect permet donc d'établir le lien entre les combattants "d'hier" — ceux des Brigades Internationales — et le peuple belge en lutte contre l'occupant.

Après les premières allusions de 1940, c'est désormais dans le martyrologe communiste que l'on trouvera le plus d'allusions à l'Espagne républicaine. Citons les arrestations d'Emile Foucaert (32), ancien membre des Brigades Internationales et de Jean Guillissen qui fut particulièrement actif dans l'aide à l'Espagne (33).

(27) Les socialistes arrêtés se répartissent en 4 catégories :

1. membres de l'Action Socialiste : 4
2. actifs dans l'aide à l'Espagne : 2
3. ayant effectué un voyage en U.R.S.S. : 1
4. reconnu résistant par la presse clandestine : 4

Cf. J. GOTOVITCH, "Histoire de la déportation : le convoi du 22 septembre 1941", *Cahiers d'histoire de la seconde guerre mondiale*, Bruxelles, 1967, p. 115.

(28) *Ibidem*.

(29) "L'arrestation de Maître Jean Bastien" *Les Temps Nouveaux*, s.d., n° 2, p. 1.

(30) *Ibidem*.

(32) Cf "Un nouveau crime nazi : Emile Foucart a été fusillé", *Le Drapeau Rouge*, 4 novembre 1941, n° 12, p. 5.

(33) Cf "A la mémoire de Jean Guillissen", *Les Temps Nouveaux*, 10 mai 1943, n° 26, pp. 1-2.

Du côté socialiste, c'est le souvenir du vaste mouvement de solidarité déclenché en faveur de l'Espagne qui sert d'appel à un mouvement analogue pour aider les camarades emprisonnés: "Camarades, songez aux familles de nos compagnons tombés sous les balles nazies ou à la suite de mauvais traitements qu'on leur a fait subir (...) Rappelez-vous le magnifique mouvement de solidarité qui a déferlé sur notre pays en faveur des républicains espagnols. Aujourd'hui, ce sont les nôtres, les vôtres, qui luttent, qui souffrent, qui meurent, vous ne pouvez les abandonner" (34).

C'est la même technique que celle employée lors de la guerre d'Espagne qui a prévalu: les donateurs transmettent clandestinement, outre leurs dons un petit message qui est ensuite publié dans la presse. De même, les dons peuvent être faits en argent — cas le plus fréquent — ou en nature, ce qui est plus rare compte tenu des circonstances de guerre. Cependant, chez les donateurs, le souvenir de l'Espagne semble mort: aucun des messages accompagnant les versements n'y fait allusion.

De part et d'autre donc, on parvient à établir une transition entre la guerre d'Espagne et l'occupation. Les modes d'action préconisés évoquent d'ailleurs largement le souvenir de l'aide légale d'une part et de l'aide illégale d'autre part. La place des partis socialiste et communiste dans la société belge — même si le temps est comme suspendu — n'a pas fondamentalement évolué bien que du côté communiste existe l'espoir de faire du P.C.B. un partenaire gouvernemental à part entière.

Avant de terminer cet aperçu, un coup d'oeil doit être jeté à la presse clandestine trotskyste. Marginale, elle n'en reflète pas moins un courant d'idées qui, faute d'avoir une large diffusion, n'en mérite pas moins notre attention. Pour *La Voie de Lénine* — dont les allusions à l'Espagne sont curieusement plus nombreuses que dans le reste de la presse clandestine — la défaite du prolétariat espagnol s'inscrit dans une série d'autres défaites dont celle du régime soviétique sera le prolongement ultime.

Que le lecteur nous permette de reproduire ici un assez long extrait de ce journal; il est représentatif du ton inlassablement utilisé par la presse clandestine trotskyste: "Des milliers de prolétaires soviétiques sont tombés sur les champs de bataille ou se meurent dans les camps d'Hitler. Tel est le bilan de la situation de l'Union

(34) "Fonds de Solidarité René Delbrouck", *Le Peuple*, sept.-oct. 1942, s.n., p. 4. Un appel similaire est lancé à la même époque dans *Le Monde du Travail*. Cf. "Solidarité Romain" in *Le Monde du Travail*, octobre 1942, n° 64, p. 1.

Soviétique au 24ème anniversaire de la Révolution d'octobre. Quel que soit le cours ultérieur de la guerre, que Moscou et Léninegrad résistent ou succombent, un fait est définitivement acquis : la politique de Staline, la politique étroitement nationaliste du socialisme dans un seul pays, la politique qui consiste à baser exclusivement la défense de l'U.R.S.S. sur l'alliance des blocs impérialistes a fait faillite. La série des grandes défaites prolétariennes de Chine, d'Allemagne, d'Espagne, de France est dignement couronnée par les grandes défaites de l'Armée Rouge, qui ont mis l'Union Soviétique au bord de l'abîme. Ce langage paraîtra sans doute d'un pessimisme excessif aux charlatans staliniens et aux nouveaux admirateurs de l'U.R.S.S., aux patriotes de tous poils qui, il y a deux ans, priaient et collectaient pour la Finlande qui se gaussait de l'Armée Rouge. Nous serons taxés de défaitisme comme nous l'avons été pendant la guerre d'Espagne pour avoir prédit l'inévitable désastre" (35).

Pour les trotskystes belges, la guerre sonne l'heure des règlements de compte tant à l'égard de l'Union Soviétique et de ses alliés qu'à l'égard des socialistes (36) et du Front de l'Indépendance (37).

Pour les catholiques belges, enfin, s'ils font allusion à l'Espagne, c'est exclusivement de façon négative. Ainsi *La Libre Belgique* rend-elle le communisme responsable des maux dont souffrent tant l'Espagne que la France : "Le communisme a avili le peuple russe, a rongé le peuple espagnol et l'a conduit à une guerre désastreuse, a mené la France à sa perte, a fait de cette nation magnanime un peuple sans plus d'honneur, ni dignité, incapable de résister à

(35) "Moscou 1917-Moscou 1941", *La Voie de Lénine*, novembre 1941, s.n., p. 1.

(36) "L'admiration qu'on peut éprouver pour certains tours de force de la démagogie, il serait malaisé de l'accorder à une feuille intitulée "Le Peuple" et qui se prétend "organe de combat socialiste" (et pourquoi pas ?). Ce journal prétend continuer probablement la "tradition glorieuse" du "Peuple" d'avant-guerre. Cependant, il n'omet pas de souligner qu'il est "pauvre et honnête". Est-ce parce que "son illustre" prédécesseur n'avait aucune de ces qualités ? Nous ne connaissons pas les individus qui rédigent cette feuille. Nous ne désirons d'ailleurs pas les connaître. Leurs écrits prouvent suffisamment qu'on a à faire à quelques bonzes ventrus du "feu P.O.B.", autrefois richement pourvus de magnifiques prébendes, cumulards invétérés qui vécurent grassement des maigres salaires des travailleurs". "Une montagne de bêtise", *La Voie de Lénine*, s.d., n° 23, p. 8.

(37) "Het O.F. is een orgaan van klassen "verzoening", een instrument in handen van de Belgische handelsbourgeoisie die naar Londen loert, omdat daar Katanga achter steekt (...). Het is een plicht van alle echte antifascisten, dit O.F. hardnekkig te bestrijden". "Geen "onafhankelijkheidsfront" maar klassenfront tegen den klassenvijand", *De eenige weg*, orgaan van de revolutionair kommunistische partij, février 1942, s.n., p. 1.

l'assaut d'un ennemi depuis 25 ans aux aguets dans une discipline guerrière pour une foudroyante revanche" (38).

CONCLUSION

Comment justifier cette quasi-absence de l'Espagne dans la presse clandestine tant socialiste que communiste (ou émanant du F.I.). C'est l'atmosphère de la fin des années trente qui fut incontestablement à l'origine du silence des socialistes. Cette question a fait éclater au grand jour, la crise latente du P.O.B. Seuls les socialistes liégeois — et cela exclusivement dans les premiers numéros de *Résurrection* — critiquent l'attitude du parti dans cette question. Cette critique s'englobe dans un vaste mouvement de contestation qui vise le parti dans son ensemble.

Outre l'attitude dans la question espagnole, la participation gouvernementale "à tout prix" — qui n'est d'ailleurs que l'une des faces de la question espagnole —, les liens étroits entre le parti et le syndicat sont également dénoncés. Ces derniers ayant d'ailleurs joué un rôle particulièrement négatif dans la question de la "reconnaissance de Burgos" aux yeux des J.G.S. liégeois : "Souvenons-nous aussi qu'à l'occasion de la reconnaissance de Burgos, les socialistes ne pouvaient pas quitter le gouvernement parce que ce geste aurait mis en péril les oeuvres sociales, les réformes conquises" (39).

Mais le ton employé par René Delbrouck ne fait pas l'unanimité. C'est ainsi que lorsque Bondas, secrétaire national de la C.G.T.B., partit pour Londres en juin 1942, il commenta en ces termes l'engagement et la personnalité de jeune député : "Delbrouck était connu avant la guerre pour ses idées plus ou moins extrémistes, mais les événements l'avaient rapidement mûri et les conceptions qu'il avait sur l'organisation, le fonctionnement et l'action du parti étaient très acceptables" (40).

L'engagement dans le mouvement clandestin a donc fait disparaître les anciens clivages sur l'Espagne. On se trouve désormais en présence d'un mouvement certes socialiste mais largement animé de sentiments patriotiques. Comme cela avait été le cas dans la guerre d'Espagne, c'est une forme d'aide non-violente, axée sur la solidarité,

(38) "L'honneur belge", *La Libre Belgique*, s.d., n° 5, p. 1.

(39) "La question structurelle du parti", *Le Monde du Travail*, s.d., n° 7, pp. 2-3.

(40) Notons qu'au moment où Bondas écrit ces lignes, Delbrouck est mort en déportation. Cf J. BONDAS, *Rapport sur l'activité de la C.G.T.B. de septembre 40 à juin 41*, Archives An 40, C.R.E.H.S.G.M., p. 16.

qui fut préférée par les socialistes.

S'engageant dans la lutte armée, les communistes ne feront cependant pas ou peu appel à l'Espagne comme élément mobilisateur. Deux motifs justifient, à nos yeux, cette attitude. D'abord la perspective du F.I. qui veut regrouper tout un chacun au-delà des différences idéologiques antérieures. Si le P.C.B. est le seul parti à s'être engagé dans le F.I. en tant que tel, ce dernier comprend également des catholiques et des libéraux et dans une moindre mesure des socialistes (41). C'est dans cette optique que se conçoit le silence à propos de l'Espagne.

En second lieu, le P.C.B. fait appel à des éléments dont l'impact mobilisateur est bien plus large : l'U.R.S.S. et la résistance du peuple soviétique à l'agresseur d'une part et les thèmes patriotiques d'autre part.

Si l'engouement pour la résistance du peuple soviétique peut à première vue sembler un thème typiquement communiste et donc peu susceptible d'entraîner dans la lutte des non-communistes, il ne faut pas perdre de vue l'admiration que suscita l'attitude soviétique. Il suffit, pour s'en convaincre, de relire *Le Monde du Travail* qui tout en gardant ses distances à l'égard des communistes belges, n'en appelle pas moins à la solidarité la plus large possible avec l'U.R.S.S. (42).

Quant au patriotisme, celui-ci est largement présent dans la presse clandestine communiste. On ne compte plus les appels à manifester le 21 juillet (43), le 11 novembre (44) ou encore la commémora-

(41) La méfiance pour ne pas dire l'hostilité entre socialistes et communistes est très forte comme en témoigne ce passage du journal socialiste anversois *De Werker* : "Aanhoudingen die onlangs plaats grepen, bewegen ons er toe, onze illegale propagandisten aan te sparen, onder geen enkele voorwaarde met kommunisten samen te werken (...) Illegale propaganda moet niet dienen om in concentratiekamp te geraken maar om resultaten bereiken". "Waarschuwing", *De Werker*, s.d. (décembre 1941), s.n., p. 1

(42) Cf "Editorial : la grande aventure", *Le Monde du Travail*, s.d., n° 30, p. 1.

(43) Voir par exemple : "Le 21 juillet, cuisant échec pour les nazis, le Front de l'Indépendance se réalise dans l'action contre nos oppresseurs", *Le Drapeau Rouge*, août 1941, n° 7, p. 1; "Vers un 21 juillet de lutte!", *Le Drapeau Rouge*, juin 42, n° 28 (nouvelle série), p. 2; juillet 42 n° 30 (nouvelle série), p. 1.

(44) Cf "Le 11 novembre, journée de lutte pour l'indépendance", *Le Drapeau Rouge*, 20 octobre 41, n° 11, p. 1; 4 novembre 41, n° 12, p. 1; "11 novembre, journée de lutte contre l'occupant", *Le Drapeau Rouge*, novembre 42, n° 38 (nouvelle série), p. 1 et "Ondanks het verbod door den bezetter zullen wij den 11 november vieren, *Het vrije woord*, novembre 1940, n° 2, p. 2.

tion des journées de septembre (45).

On aurait également pu croire que c'était la tournure des événements espagnols qui justifiait le silence à cet égard mais il n'en est rien puisque d'autres "défaites" du mouvement ouvrier et tout particulièrement la Commune de Paris servent d'élément mobilisateur (46). Notons, par ailleurs, que déjà lors de la guerre civile espagnole, les bataillons "Commune de Paris" et "Louise Michel" rappelaient cet événement (47).

Mais il y a cependant un aspect contre lequel vont s'insurger les Jeunes Gardes Socialistes, c'est l'exploitation de la problématique espagnole par l'occupant. Dans un tract de février 1942, la Fédération bruxelloise des J.G.S. dénonce la projection du film l' "Alcazar" qui, estiment les J.G.S., ne fera pas oublier le rôle véritable de l'hitlérisme dans notre pays" qui n'est que le prolongement de 1936 puisque "cette histoire de la guerre civile espagnole trouve sa continuation dans celle de notre Belgique aujourd'hui". Et les J.G.S de comparer la lutte "du peuple espagnol attaché à ses libertés et à son indépendance" et le peuple belge qui subit "la continuation de l'histoire espagnole" (47 bis).

Si le souvenir de l'Espagne s'estompe, la tradition de l'antifascisme n'est, quant à elle, pas morte. C'est ainsi que lors de réunions rexistes, les manifestations d'hostilité — toutes proportions gardées — ne sont pas sans rappeler les combats et les slogans de 1936 : "Comme en 1936, comme en 1937, de nouveau retentirent dans nos rues, les vieux mots d'ordre : "A bas Rex ! Pas de fascisme chez nous ! Vivent les libertés populaires" (48).

Par ailleurs, le souvenir de l'Espagne est évoqué aujourd'hui lorsque l'on interroge d'anciens responsables socialistes sur les motivations qui les incitèrent à s'engager dans le mouvement clandestin. Ainsi Marcel Sonnevill, responsable de la diffusion de la presse clandestine, déclara à ce propos : "J'étais dans l'opposition (à Spaak et à De Man). C'est là qu'a commencé mon action de résistance. Je dois également vous signaler que j'ai été très actif lors de la guerre

(45) "La leçon des journées de septembre", *Le Drapeau Rouge*, 15 septembre 1941, n° 3, p. 1.

(46) Cf "Vive la Commune", *Les Temps Nouveaux*, s.d., n° 6, p. 7; "Le 70ème anniversaire de la Commune de Paris", *Le Drapeau Rouge*, avril 1941, s.n., pp. 1-2 et "1871-18 mars 1942", n° 22, p. 2.

(47) Cf DENEYS, *op.cit.*, p. 238.

(47 bis) Brave gens ! Connaissez-vous la Vérité sur l'histoire de l'Alcazar. Tract des JGS de Bruxelles, février 1942, Collection Lejeune. Document aimablement transmis par J.G.

(48) Cf *Clarté*, 15 janvier 1941 cité par VAN DOORSLAER, R., *De K.P.B. op.cit.*, p. 146.

civile espagnole" (49). Toutefois, gardons-nous de conclusions hâtives, l'équation action pour l'Espagne républicaine et engagement dans le mouvement clandestin ne correspond pas à la réalité.

Enfin, il ne faut pas négliger les âpres critiques faites à l'encontre des régimes démocratiques, "l'air du temps" en quelque sorte. Nombreuses sont les allusions aux vagues de défaitisme, à l'absence de confiance dans le régime parlementaire. Le gouvernement est honni, dans les premiers mois de l'occupation, par de larges couches de la population. Commentant l'atmosphère régnant en Belgique, Paul Struye écrit, en 1941 : "Le gouvernement s'était discrédité en attaquant le Roi. Le Parlement s'est effondré à Limoges. Le régime lui-même paraissait s'être suicidé. Le passage des troupes britanniques n'avait guère laissé que des déceptions. Quant au prestige traditionnel de la France, il avait sombré dans la débâcle de Sedan, d'Abbeville et de la Seine" (50).

C'est dans ce cadre qu'il nous faut placer la guerre civile espagnole qui démontra également, aux yeux des contemporains, et au-delà de la perspective nationale, la faiblesse des démocraties occidentales face à la montée du fascisme. Etablissant une transition entre "la guerre d'Espagne et celle de 1940", *Le Monde du Travail* écrit : "Un Laval trahissait déjà lors de l'affaire d'Ethiopie. Daladier, Chamberlain, De Man (et non Spaak !) en laissant assassiner la république espagnole, en sacrifiant la Tchécoslovaquie à Munich ont fait plus pour la victoire future d'Hitler que les stukas et autres engins de guerre. Pendant 3 ans, le peuple d'Espagne avait inscrit une des plus belles images, la plus glorieuse de toute l'histoire antifasciste. Les mains presque vides, trahis de toutes parts, les miliciens de la nouvelle république espagnole avaient tenu bon à l'ennemi. Pour n'avoir pas aidé le peuple espagnole dans sa vaillante lutte, les chefs de gouvernement de Grande-Bretagne, de France, de Belgique et d'ailleurs sont les spectateurs languissants de la ruine de leur pays" (51).

La "leçon de l'Espagne" n'a donc pas disparu. La problématique espagnole est d'ailleurs toujours présente dans l'esprit des témoins et fut, en fait, en Europe occidentale, le seul événement de politique extérieure qui suscita une telle passion, de tels déchirements auprès

(49) *Interview de Marcel Sonnevillie par José Gotovitch, novembre 1973, texte dactylographié, CREHSGM.*

(50) *L'opinion publique en Belgique après un an d'occupation* (Londres, le 6 novembre 1941, document transmis par F. Lepage, l'administrateur de la Sûreté de l'Etat a.i., à Monsieur le Ministre). Papiers De Vleeschauwer, CREHSGM, n° 40.

(51) "La guerre d'Espagne et celle de 1940", *Résurrection*, s.d., n° 5, p. 3.

des contemporains. Pour bon nombre d'entre eux — bien que rétrospectivement sans doute — l'Espagne fut, à plus d'un titre, l'événement avant-coureur de la seconde guerre mondiale. Mais au cours de cette dernière, plutôt que de se replonger amèrement dans le passé, on se tourna bientôt vers une perspective de victoire alliée qui devait effacer cette "parenthèse" que furent les années trente.